

Rapport d'activité

18

Information & Communication

«Ce ne sont même pas de vrais réfugiés...»

page 4

UN-AAS

Où se situe le minimum de dignité
auquel une personne peut prétendre?

page 9

jobs4refugees.ch

Images de l'autre et visions du monde
dans le monde professionnel

page 11

Éditorial

Chère lectrice, cher lecteur,



L'humain est au cœur de toutes les activités de l'OCA, qui s'adressent tant aux personnes réfugiées qu'à la population indigène. Une riche offre de prestations de service est en place pour ces deux groupes. La population locale a accès, tant par les offres de formation destinées aux écoles et au catéchisme, qu'aux réunions animées par l'OCA pour les professionnels du secteur, à des informations sur les thèmes de la fuite et de l'asile. Car il est essentiel, pour la coexistence pacifique dans notre société, de tordre le cou aux préjugés et de considérer les faits objectifs. Ainsi, les écolières et écoliers ont la possibilité de reconsidérer, et parfois de jeter par-dessus bord, des propos longtemps pris pour argent comptant. De leur côté, les personnes travaillant avec des réfugiés élargissent leurs connaissances spécialisées grâce aux formations professionnelles Horizonte.

Quant aux personnes réfugiées, l'OCA leur propose des offres axées sur une intégration fructueuse dans le marché du travail. Pendant beaucoup d'années, le service des bilans d'intégration a assisté de ses conseils fondés de nombreuses personnes réfugiées pour franchir une nouvelle étape en vue de leur insertion professionnelle. De même, la plateforme jobs4refugees.ch met en contact demandeurs d'emploi et employeurs. Les personnes relevant de la Loi sur l'asile obtiennent des conseils en vue du retour pour préparer en détail le retour dans leurs pays d'origine qu'elles estimaient avoir de bonnes raisons de quitter. Afin de bien accompagner un projet d'avenir et d'en planifier les étapes, les conseillères de l'OCA doivent faire preuve d'empathie et de solides compétences. Là encore, le succès est au rendez-vous depuis des années.

Pour s'acquitter de ses importantes tâches, l'OCA peut compter sur du personnel engagé et très compétent, qui ne perd jamais de vue que la dignité de chaque individu constitue un droit inviolable. L'OCA a encore besoin d'une étroite collaboration avec l'Office de la population et des migrations ainsi qu'avec la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. Un grand merci de ce partenariat de confiance.

Je suis fière d'avoir accompagné l'OCA dès 2003, en tant que présidente de sa commission de surveillance, tout comme je suis convaincue qu'à l'avenir aussi, cette fantastique équipe continuera à faire preuve d'élan et d'esprit d'innovation. Je remercie chacune et chacun pour son précieux engagement!

Pia Grossholz-Fahrni

Présidente de la commission de surveillance

L'OCA

L'Office de consultation sur l'asile (OCA) est un service actif dans le domaine de l'asile et de l'intégration dans le canton de Berne. Le Canton, les Eglises réformées, l'Eglise catholique-romaine, l'Eglise catholique-chrétienne et la Communauté d'intérêt des communautés israélites en assument la responsabilité institutionnelle. L'OCA travaille en partenariat et en complémentarité avec les autorités, d'autres organisations et les particuliers engagés dans ce secteur. Les activités de l'OCA visent à ce que les personnes relevant du domaine de l'asile soient suivies et conseillées au mieux.

Aperçu

Domaines de l'activité de l'OCA	4-11
Team	12
Comptes annuels	
Commentaire	13
Comptes annuels	14
Chiffres de l'OCA	15

Impressum
Rédaction & Layout: Lisa Schädel
Traduction: Sylvain Bauhofer
Mise en page: Source Associates AG
Impression: Druckerei Läderach

Contact
KKF-OCA, Effingerstrasse 55, 3008 Berne
info@kkf-oca.ch, www.kkf-oca.ch

209

consultations du service des bilans d'intégration



4+

AsylNews et de nombreuses InfoPro vous font connaître l'actualité



15

placements fructueux grâce à jobs4refugees.ch



2156

tasses de café



1446

participants/es aux offres de sensibilisation

99

personnes en en départs volontaires avec l'aide du Conseil en vue du retour



9

formations continues de l'OCA, avec 262 participants/es



243

requêtes traitées par le guichet unique AsylInfo

28

années d'expérience

«Ce ne sont même pas de vrais réfugiés...»

Dans notre focus de 2018 «Images de l'autre», nous avons étudié de près les images que nous avons des autres, et celles que les autres ont de nous. En effet, les personnes réfugiées font souvent les frais de nos projections stéréotypées.

«On ne peut quand même pas accepter tout le monde...», «Ce ne sont même pas de vrais réfugiés...», «Ils n'ont aucune envie de travailler...». De telles affirmations, et d'autres tout aussi provocatrices sur les réfugiés, figuraient dans l'édition de juin dernier d'AsylNews. Nous n'avons naturellement voulu blesser personne, mais plutôt aider notre lectorat à réagir du tac-au-tac, dans son quotidien, à de telles provocations. Et nous voulions encore inviter chacun à porter une fois un regard critique sur ses propres schémas de pensée. En sachant que nul n'est à l'abri des préjugés.

Les personnes issues de la fuite et de la migration sont souvent confrontées en Suisse à des préjugés et à des étiquettes, et font les frais de bien des idées préconçues et de nombreux stéréotypes plus ou moins conscients. Pour cette raison, nous avons recueilli quelques préjugés répandus à l'égard des réfugiés, et en avons profité pour y répondre par des arguments, par des pistes de réflexion et des faits – pour ne pas être pris au dépourvu si possible la prochaine fois que quelqu'un nous fera une remarque déplacée à propos des réfugiés.

Cet article d'AsylNews sur les préjugés et stéréotypes figurait dans le focus 2018 «Images de l'autre», qui a occupé l'OCA durant l'année sous revue. Les questions suivantes nous ont notamment servi de fil conducteur: Quelle image

avons-nous des autres? Pourquoi n'arrivons-nous pas à nous défaire de certaines images? Quelle image les autres ont-ils de nous?

Pour le savoir, nous avons recueilli six témoignages de personnes ayant fui leurs pays d'origine pour venir en Suisse, au cours des 65 dernières années. Elles nous ont raconté à quels préjugés elles ont été confrontées, mais aussi leurs images et leurs conceptions de la Suisse et de ses habitants.

Matyas Gödrös se souvient de sa tentative malheureuse d'impressionner la famille de sa première petite amie suisse avec une goulash typiquement hongroise (AsylNews 2/18), Senada Merdzanovic s'étonne aujourd'hui encore qu'au centre d'hébergement collectif, on lui ait expliqué comment se brosser les dents (AsylNews 4/18), et Ramadan Haci a rapidement constaté que même si la Suisse respecte les autres cultures et les minorités, les préjugés à propos des autres y sont néanmoins tenaces (AsylNews 3/18).

Lisa Schädel

Dans la tête des jeunes

L'équipe de formation de l'OCA a organisé tout au long de l'année des séances d'information et de sensibilisation avec des jeunes, dans les écoles professionnelles comme au catéchisme. Dans ce cadre, nous découvrons que les jeunes ont des conceptions très différentes des personnes réfugiées.

«Chez nous à Bienne, on en a déjà énormément; un jour, il n'y aura plus de place pour nous.» «Un camarade de classe vient d'Afghanistan, il est arrivé sans ses parents en Suisse à 14 ans – c'est incroyable.» «L'aide sociale? Ils ont pourtant tous le dernier iPhone!» «Dans l'entreprise de peinture de mon père, il y a un employé qui vient de Syrie, il travaille très bien.»

Les jeunes participant à nos manifestations relatent des expériences très différentes: contacts avec des (supposés) requérants d'asile pendant leurs sorties, en classe ou au club de football, rumeurs colportées de bouche à oreille ou par la télévision, posts lus dans les médias sociaux, gros titres des gratuits. On le voit alors, implicitement ou sans équivoque, dans les discussions avec eux. Les clichés usuels abordés dans l'édition de juin 2018 d'AsylNews échauffent les esprits et aboutissent parfois à de vifs échanges; les élans de solidarité y alternent avec le scepticisme, l'empathie avec la colère.

Toujours plus souvent, des écoliers ayant fui leur pays sont assis en classe. Cela ajoute aux débats une dimension vécue, la question de l'asile prenant une tournure personnelle et une actualité brûlante: «Ah c'est là, l'Érythrée?! J'avais toujours cru que tu venais de beaucoup plus loin.» «Alors quoi, Riyazullah ne peut pas

faire venir ses parents en Suisse?!» «Toi aussi, tu étais dans ce centre d'asile? On dirait un container... et tu y as vécu avec toute ta famille dans la même chambre!?!»

Les clichés usuels échauffent les esprits des jeunes et aboutissent parfois à de vifs échanges.

Tant le corps enseignant que les jeunes apprécient que nos manifestations soient un espace de discussion, où chacun reçoit une réponse aux questions qui le préoccupent. Les élèves y parlent librement de ce qu'ils ont en tête. Grâce aux informations reçues, ils parviennent à y voir plus clair – et idéalement à porter un regard critique sur ce qui se dit autour d'eux.

Myriam Egger

Mutations des rôles féminins et masculins

Dans les cours Horizonte consacrés aux besoins spécifiques des femmes ou à ceux des hommes, il est apparu que les représentations stéréotypées du rôle des sexes frisent la caricature dans le contexte de l’asile, au point d’affecter parfois l’activité de conseil.

Le travail d’intégration a toujours un caractère limitatif. Dans leur activité de conseil, les coaches ne perdent jamais de vue, lors des consultations, les programmes à disposition et les places libres, tout en cherchant à optimiser le taux de placement. À ces limitations structurelles viennent s’ajouter, dans le contexte de l’asile, des représentations culturelles du rôle des sexes dans les régions d’origine des personnes réfugiées. Bien souvent, on s’imagine que les femmes se cantonnent dans les activités domestiques et de prise en charge, et qu’il incombe aux hommes d’assurer le revenu familial.

Or ce modèle patriarcal est plus répandu en Suisse que dans bien des pays d’origine, où les couples et les parents ne peuvent s’offrir le luxe de vivre d’un seul salaire. De telles conceptions stéréotypées peuvent aussi influencer les consultations. Concrètement, cela peut aboutir à ce que Madame Absalam, mère de plusieurs enfants, ne soit pas envoyée dans le programme d’intégration X qui ne propose pas de prise en charge des enfants, alors que la question ne se serait même pas posée pour son mari.

Quant aux besoins respectifs des deux groupes, ils sont généralement transculturels et tiennent davantage à la tranche de vie de la personne qu’à son sexe. Selon une étude consacrée en Allemagne aux besoins typiquement masculins dans le

contexte de l’asile, les priorités sont les contacts sociaux et un cercle d’amis, la formation et le travail. Dans le cas des femmes, un fort besoin de sécurité s’y ajoute, les femmes étant comme on sait plus souvent confrontées, dans le contexte de la guerre et de l’exil, à des violences sexo-spécifiques.

Ce modèle patriarcal est plus répandu en Suisse que dans bien des pays d’origine.

Les offres d’intégration séparées par sexe peuvent être judicieuses, car il existe des thèmes pour lesquels les perspectives sont différentes et qui seront abordés différemment dans des groupes formés exclusivement d’hommes ou de femmes, à l’instar de la sexualité. Il semble impératif que les conseillères et conseillers se remettent régulièrement en question, afin de s’assurer de tenir dûment compte des besoins et ressources de leur clientèle.

Daphna Paz

À la recherche de similitudes plutôt que de différences

Dans notre travail au quotidien comme conseillères en vue du retour, nous nous demandons en effet, quelle vision de l'homme, quelle éthique et quelle morale servent de base à nos réflexions et notre mandat.

Au cœur de notre action, la politique migratoire avec ces nombreux durcissements en Europe, sous la forme de pratiques de rejet. Pourtant la question migratoire n'est pas derrière nous et la répression ne peut pas être une réponse soutenable dans le temps. Pour notre part, nous prônons des solutions humanitaires et l'une d'entre elles est le retour volontaire et consenti. La raison humanitaire ne peut pas être la raison politique. Tout comme le nationalisme n'a rien de naturel, il n'est pas enraciné dans la biologie humaine. Les humains existent depuis plus de deux millions d'années, alors que les nations n'ont que quelques milliers d'années.

Notre engagement, c'est de rechercher, non pas les différences, mais bien les convergences pour aller vers une vision et un langage communs.

Dans le cadre de nos entretiens conseil pour l'organisation d'un retour, nous défendons des valeurs telle que l'équité, la confidentialité, le respect de la personne, la liberté de pensée et de religion. La personne est toujours au centre de notre action. Notre engagement en tant que professionnelles de l'aide au retour, c'est de rechercher, non pas les différences, mais bien les convergences pour aller vers une vision et un langage communs avec les personnes qui sollicitent notre service d'aide au retour et à

la réintégration, dans le pays d'origine. Recevoir la personne « là où elle se trouve » dans son parcours migratoire, lui accorder une écoute impartiale, sans jugement de valeur et d'aprioris. Il ne s'agit pas de contraindre, mais bien de trouver la voie consensuelle qui rend la personne véritablement actrice de son retour et dans ce cadre, les conseillères, justement positionnées, dans leur regard et leur vision ou conception de l'autre, l'autre, leur alter ego.

Un retour volontaire et consenti est toujours difficile à vivre pour les personnes, le retour est souvent synonyme d'échec, de rupture, mais c'est aussi pouvoir faire le deuil d'une réalité parfois trompeuse. Même avec des prestations d'aide au retour et à la réintégration, un retour en Irak, en Afghanistan ou en Erythrée, n'est jamais sans risque. Il y a un urgent besoin de défendre la Déclaration universelle des droits de l'homme, un urgent besoin de défendre des valeurs universelles, afin de redonner au Menschenbild/Vision ou conception de l'homme la place qu'elle mérite : à savoir, au centre de nos préoccupations.

Joëlle Hediger

Afflux de questions liées au regroupement familial

Près de 250 questions ont été soumises en 2018 à Asyl-Info. Beaucoup d'entre elles concernaient des situations complexes liées au regroupement familial – en Suisse ou depuis l'étranger.

L'offre AsylInfo créée en 2017 s'est imposée entre-temps comme guichet unique pour de multiples thèmes touchant au domaine de l'asile. Les questions juridiques simples y trouvent généralement une réponse rapide et non bureaucratique. Dans bien des cas toutefois, les demandes soumises s'avèrent plus complexes.

AsylInfo a par exemple dû déterminer si une jeune mère en possession d'un permis N et hébergée jusqu'en avril 2018 dans une institution accueillant des jeunes mères avec leur enfant pouvait rejoindre en Argovie son fiancé en possession d'un permis F. La jeune femme aurait eu le 1^{er} mai une solution dans une colocation. Or une semaine plus tôt, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) avait accepté la demande de changement de canton. Cette bonne nouvelle impliquait toutefois, pour la cliente, de renoncer à la solution lui étant offerte dans le canton de Berne, puisqu'elle avait jusqu'au 1^{er} jour du mois suivant pour annoncer son départ au canton. Or à ce moment-là, son partenaire ne disposait pas d'un logement approprié et, comble de malchance, son assistante sociale était en vacances cette semaine. Grâce à la médiation d'AsylInfo entre les différentes autorités ou institutions impliquées, le transfert en Argovie s'est finalement effectué à temps, la jeune femme a obtenu provisoirement une autre solution d'accueil dans les structures d'asile, et la famille a ensuite pu chercher un nouveau logement.

La situation est généralement plus difficile, quand les proches se trouvent encore à l'étranger et qu'un regroupement familial en Suisse est souhaité. Les règles concernant le regroupement familial sont en effet strictes: l'autonomie financière, un logement approprié et des compétences linguistiques suffisantes ne sont que quelques-unes des exigences minimales à remplir pour pouvoir faire venir en Suisse son ou sa partenaire, ou ses enfants biologiques. Le cas spécial de l'asile familial ne peut être invoqué que pour les partenaires de réfugiés reconnus, et les visas humanitaires sont très rarement délivrés en Suisse. En dépit de ces multiples obstacles, il n'est pas rare que des personnes s'engagent avec un zèle infatigable pour qu'un regroupement familial puisse aboutir. Bien souvent, AsylInfo reçoit des appels de bénévoles qui connaissent et apprécient des personnes ayant fui en Suisse, et qui les aident à exploiter tous les moyens et possibilités existants. Même si une solution n'est pas toujours juridiquement possible, ce soutien est très précieux. AsylInfo peut replacer la situation dans son contexte juridique, indiquer les options envisageables et fournir aux personnes une analyse objective de leur situation.

Raphael Strauss

Où se situe le minimum de dignité auquel une personne peut prétendre?

Quand une personne déboutée de l'asile ne quitte pas la Suisse de son plein gré et qu'une expulsion n'est pas possible, il arrive qu'elle sollicite l'aide d'urgence, pendant des années parfois. Durant l'exercice sous revue, les changements que la restructuration de l'asile prévoit pour les bénéficiaires de l'aide d'urgence ont beaucoup occupé le réseau UN-AAS.

Dans un communiqué de presse publié en mai 2018, la Direction de la police et des affaires militaires (POM) a annoncé qu'à l'avenir, tous les requérants déboutés seraient hébergés au centre de retour de Prêles. À la fin d'août, le Réseau ecclésial de soutien aux personnes déboutées (UN-AAS) a organisé sa rencontre «Ensemble nous sommes forts», à laquelle 50 bénévoles ont discuté de l'impact d'un tel changement sur une population dont la condition leur est familière depuis des années parfois.

Quel est le minimum de dignité auquel une personne peut prétendre pour être encore perçue en tant qu'être humain?

En effet, les personnes déboutées de l'asile sont devenues des amis et des compagnons de route pour les bénévoles engagés qui, dans bien des cas, ont établi une relation personnelle avec elles. Ils s'en font une image précise, il s'agit de personnes ayant une histoire. Alors que dans les annonces officielles, on parle souvent de «personnes tenues de partir» ou de bénéficiaires de l'aide d'urgence, dont les traits sont flous et l'histoire déjà connue, qui ont fait l'objet d'une décision de renvoi.

Et pourtant, ces gens sont toujours ici et ont droit à l'aide d'urgence. Beaucoup de groupes ou d'individus s'engageant pour les personnes déboutées de l'asile sont inévitablement confrontés à la définition de l'aide d'urgence. L'art. 12 de la Constitution fédérale dit que «Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.»

Combien d'aide d'urgence faut-il prévoir pour respecter cet article? Quel est le minimum de dignité auquel une personne peut prétendre pour être encore perçue en tant qu'être humain? Que se passe-t-il si on laisse cette dignité s'effiloche? Quand atteint-on le point où il faut parler de «conditions inhumaines»? Faut de réponse universelle à ces questions, les discussions menées aux séances régulières du réseau UN-AAS – et lors de nombreuses autres rencontres – s'avèrent importantes. Tout comme il est crucial d'insister sur une image des personnes accordant une place centrale à la dignité humaine.

Sabine Lenggenhager

Regard sur des destins

Nous avons souvent envisagé le travail du service des bilans d'intégration comme un exercice d'équilibriste entre divers intérêts et attentes. À la fin de 2018, le service des bilans d'intégration a hélas dû mettre fin à son activité sous sa forme actuelle.

Lors de nos bilans d'intégration, nous avons eu un accès approfondi aux parcours hétérogènes de personnes ayant fui leur pays. D'où des moments passionnants, émouvants, dérangeants, pleins d'espoir, impressionnants et profondément humains. Par ailleurs, notre quotidien était souvent tiraillé entre des intérêts contradictoires, des rapports de pouvoir asymétriques, et parfois des conflits de loyauté. Nous avons donc régulièrement examiné d'un œil critique notre façon d'agir, notre attitude, nos principes éthiques et notamment notre image de l'autre. Nous avons ainsi pris conscience de l'importance centrale que revêtent, dans le travail avec les réfugiés, la solidarité politique et celle de la société civile. La solidarité est un véritable trait d'union, elle permet la cohésion tout en faisant bouger les choses. Il est frappant de voir qu'au-delà de son utilité sociale, la solidarité a acquis une valeur économique mesurable.

Ainsi, la restructuration du domaine de l'asile prévoit désormais un système d'incitations, tant pour les organes responsables que pour les personnes réfugiées. Le but visé est une intégration rapide dans le marché du travail. D'ailleurs, le travail n'est pas seulement indispensable au succès économique, il est tout aussi important pour mener une vie indépendante. Sans surprise, notre clientèle aspire réellement à exercer une activité lucrative. Un emploi ouvre de nouvelles perspectives, donne de la sécurité et aide à vaincre les traumatismes psy-

chiques et les souvenirs angoissants de l'exil. Or le nouveau système d'incitations comporte aussi des sanctions. Nous jugeons problématique de façon générale, et plus encore dans le domaine de l'asile et des réfugiés, d'imposer une obligation de travailler ou de participer à un programme d'intégration ou d'occupation. Les personnes ayant vécu la guerre, l'oppression, la torture, la violence, la fuite, la séparation ou la perte des leurs, ou ayant été mal reçues dans leur pays d'accueil, sont susceptibles de se montrer peu coopératives. Or il peut très bien s'agir d'un état de stress posttraumatique complexe. Une erreur d'appréciation des travailleurs sociaux, des responsables de cours ou des job coaches peut déclencher des réactions paradoxales et aggraver les troubles préexistants. Pour l'éviter, il faut instaurer des conditions-cadres qui loin de déstabiliser davantage encore les individus, leur confèrent un précieux sentiment de sécurité.

Depuis 2009, l'OCA a procédé à des bilans d'intégration, sur mandat de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP). Dans le sillage de la restructuration du domaine de l'asile, la SAP a décidé de ne pas renouveler ce contrat de prestations en 2019. Nous déplorons vivement sa décision, sachant que cette offre jouait un rôle pionnier dans l'intégration globale des personnes admises provisoirement.

Monique Spring

Images de l'autre et visions du monde dans le monde professionnel

Depuis plus de deux ans, jobs4refugees.ch aide les personnes réfugiées à s'intégrer dans le marché du travail. Divers facteurs doivent converger, pour qu'un placement aboutisse.

Dans le monde du travail, les conceptions de l'être humain ne sont pas seules à s'affronter, les visions du monde divergent souvent aussi. Dans la restauration comme sur les chantiers ou dans la vente, des personnes très différentes, avec une histoire et des opinions très différentes, doivent collaborer dans un espace exigü, communiquer et se soutenir mutuellement pour que le travail commun soit fructueux. Dans ces conditions, il est indispensable que les employeurs fassent preuve de tolérance pour «l'autre». Au même titre qu'ils attendent de l'ouverture d'esprit et une attitude coopérative de leurs collaboratrices et collaborateurs, il leur incombe de détecter de bonne heure et d'aborder les éventuels conflits, qu'ils soient dus au comportement des uns ou à la conception de l'humain des autres.

Jobs4refugees.ch est régulièrement confronté à ce défi, pour le placement de personnes réfugiées dans le marché primaire du travail. Il s'agit, d'entente avec l'employeur, d'obtenir un maximum d'informations pertinentes sur l'établissement concerné et sur la culture qui y règne. Les chances de succès sont-elles réelles? Un conflit potentiel s'annonce-t-il? Quels obstacles la personne placée devra-t-elle surmonter sur son lieu de travail, le cas échéant? Et de quelles informations l'entreprise a-t-elle besoin pour bien l'accueillir?

De nombreuses variables inconnues interviennent aussi dans ce paysage complexe.

Comme dans cette enseigne du commerce de détail où une jeune femme souhaitait compléter l'équipe de vente. Les obstacles classiques comme le port du voile et les connaissances du dialecte utiles au contact à la clientèle avaient été abordés de bonne heure. La gérante et l'équipe du point de vente étaient favorables à un foulard à la mode, et la jeune musulmane intéressée aurait été prête à renoncer ponctuellement au port du voile. Le placement n'a toutefois pas abouti, malgré ces conditions favorables. Des événements imprévus ont exigé une réorganisation précipitée. Et l'entreprise a craint de ne plus pouvoir consacrer le temps et le soin nécessaires à une intégration réussie.

Cet exemple montre bien que l'intégration dans le marché du travail demeure jusqu'à un certain point imprévisible, malgré une solide préparation et avec des conditions favorables. Il s'agit pour nous, dans notre activité de placement, de ne pas écouter nos préjugés éventuels sur les employeurs, mais d'examiner chaque situation en détail et dans sa globalité. Grâce à sa persévérance et à son approche globale, jobs4refugees.ch a su placer en 2018, au total, 15 personnes sur le marché de l'emploi. En bref, l'effort en valait la peine!

Raphael Strauss

Team en 2018



d.g.à.d.:

Cornelia Stuber, Bilans d'intégration

Lea Meier, Conseil en vue du retour

Hans Jörg Rügsegger, Administration

Joëlle Hediger, Conseil en vue du retour

Sabine Lenggenhager, Formation, UN-AAS

Monique Spring, Bilans d'intégration

Raphael Strauss, AsylInfo, jobs4refugees.ch

Lisa Schädel, Information & communication

Daphna Paz, Formation et sensibilisation

Myriam Egger, Formation et sensibilisation

Kathrin Buchmann, Direction

Membres de la commission de surveillance en 2018

Pia Grossholz-Fahrni, Présidente de la Commission de surveillance, Conseillère synodale des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure

Markus Aeschlimann, Chef de l'Office de la population et des migrations du canton de Berne

Claudia Babst, Directrice de Caritas Berne

Ronald Baeriswyl, Directeur du bureau régional de Berne de l'EPER

Michel Esseiva, Conseiller synodal de l'Eglise catholique-romaine du canton de Berne

Christoph Schuler, Curé, président de la commission catholique chrétienne du canton de Berne

Commentaires des comptes 2018

L'Office de consultation sur l'asile OCA a bouclé ses comptes 2018 sur un résultat positif de 40 933 francs. Cet excédent d'exploitation tient notamment aux bénéfices du domaine Conseil en vue du retour et aux moyens non utilisés du domaine Séjour. Le solde correspondant a été comptabilisé sous le capital étranger. Les comptes ont été vérifiés par la société KITRA Treuhand GmbH, dont le rapport de révision atteste à l'OCA une gestion correcte des comptes.

Commentaire de l'OCA en chiffres

Le focus de l'année 2018 Images de l'autre a accompagné au quotidien nos collaboratrices et collaborateurs, par exemple dans leur activité de formation ou de conseil. Dans le domaine Sensibilisation, le réjouissant essor des séances d'information et de sensibilisation en français s'est poursuivi. L'offre de conseil AsylInfo a également rencontré un vif succès auprès des professionnels, des bénévoles ainsi que des intéressés. Quant au projet jobs4refugees.ch, la plateforme a gagné en notoriété et poursuivi son développement. Le Conseil en vue du retour reste par ailleurs très sollicité. En 2018, les conseillères au retour ont soutenu 99 personnes en vue d'un retour volontaire et consenti dans leur pays d'origine.

L'exercice 2018 a été entaché de nombreuses incertitudes. En effet, la restructuration du domaine de l'asile au niveau fédéral a eu des retombées à l'échelon cantonal. Ainsi, l'OCA gère depuis 2009, sur mandat de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale SAP, le service des bilans d'intégration. Dans le sillage des projets de restructuration, la SAP a toutefois décidé de ne pas reconduire ce contrat de prestations en 2019. En dépit de ces incertitudes, l'équipe de l'OCA a mis beaucoup de cœur à l'ouvrage. L'année dernière nous avons constamment adapté nos offres aux besoins de nos groupes cibles. L'OCA et ses collaboratrices et collaborateurs vont ainsi continuer de défendre la cause des personnes réfugiées avec beaucoup d'idées novatrices et d'engagement.

Remerciements

Nous tenons à remercier sincèrement, pour leur soutien financier et leur bonne collaboration, tant nos responsables institutionnels (Églises nationales et Communauté d'intérêt des communautés israélites du canton de Berne) que nos mandants (Direction de la police et des affaires militaires POM, Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale SAP).

Jahresrechnung

Comptes annuels

Erfolgsrechnung	Comptes d'exploitation	2018	2017
Aufwand	Charges	1'238'384	1'393'605
Personalaufwand	Frais de personnel	959'950	1'009'270
Infrastruktur	Infrastructure	95'001	79'464
Betriebskosten	Frais d'exploitation	70'672	84'575
Projektkosten	Coûts des projets	86'451	110'861
GEF-Pool (individuelle Integration)	Fonds de financement SAP (intégration individuelle)	25'107	108'611
ausserordentlicher Aufwand	Charges extraordinaires	1'202	826
Ertrag	Recettes	1'279'317	1'512'653
Bereich Aufenthalt, Beitrag Kanton und Kirchen	Domaine séjour, contribution du Canton et des Eglises	567'000	567'000
Rückkehrberatung, Beiträge SEM/Kanton	Conseil en vue du retour, contributions SEM/Canton	310'530	371'130
Projektbeiträge Kanton/GEF	Subventionnement de projets Canton/SAP	256'002	346'158
Projektbeiträge Kirchen	Subventionnement de projets Eglises	95'000	95'000
GEF-Pool (individuelle Integration)	Fonds de financement SAP (intégration individuelle)	0	108'611
diverse Erträge	Recettes diverses	50'785	24'754
Betriebsergebnis	Résultat opérationnel	40'933	119'048

Bilanz	Bilan	31.12.2018	31.12.2017
Aktiven	Actifs	851'919	819'222
Umlaufvermögen	Actifs circulants	851'918	819'221
Anlagevermögen	Actifs immobilisés	1	1
Passiven	Passifs	851'919	819'222
Fremdkapital	Capital étranger	140'825	158'874
Kapital KKF	Capital propre	711'094	660'348

Die KKF in Zahlen 2018	Chiffres de l'OCA 2018	2018	2017
Beratung & Support	Conseil & Soutien		
Beratungen für Fachleute (AsyllInfo)	Entretiens conseil pour spécialistes (AsyllInfo)	243	204
Fachgruppentreffen	Rencontre entre spécialistes	5	5
Bereich Bildung und Sensibilisierung	Formation continue et sensibilisation		
Weiterbildungen für Fachpersonen (Horizonte u.a.) Teilnehmende	Formation continue (Horizonte et autres) Nombre de participants/es	9 262	11 339
Bildungs- und Sensibilisierungsanlässe	Séances d'information et de sensibilisation	69	77
davon Anlässe auf Deutsch	Séances en allemand	52	-
davon Anlässe auf Französisch	Séances en français	17	-
Teilnehmende	Nombre de participants/es	1'175	1'311
Kirchliche Projekte	Projets ecclésiiaux		
Unterstützungsnetz für abgewiesene Asylsuchende Sitzungen	Réseau de soutien aux requérants d'asile déboutés Séances	4	4
Freiwilligenanlass Teilnehmende	Rencontre des bénévoles Nombre de participants/es	1 50	- -
Bildungs- und Sensibilisierungsanlässe Teilnehmende	Séances d'information et de sensibilisation Nombre de participants/es	4 76	3 80
Rückkehrberatung	Conseil en vue du retour		
Anzahl Personen in der Beratung	Nombre de personnes entretiens de conseil	129	135
Ausgereiste Personen	Départs volontaires	99	99
GEF-Projekte	Projets de la SAP		
GEF-Pool Gesuche (bis 15.6.17)	Fonds de demandes financement SAP (fin 15.6.17)	-	325
Abklärungsstelle Integration	Bilans d'intégration		
Anzahl Personen in der Beratung	Dossiers	67	117
Abklärungsgespräche	Entretiens de conseil	209	330
Informationsanlässe für VA und Flüchtlinge Teilnehmende	Informations pour AP et réfugiés nombre de participants/es	11 273	10 378
KKF-Projekte	Projets de l'OCA		
Eating Together – Flüchtlinge zum Essen einladen Teilnehmende (Flüchtlinge)	Eating Together – Inviter des réfugiés à table Nombre de participants/es (réfugiés)	214	235
Teilnehmende (Gastgebende Parteien)	Nombre de participants/es (hôtes & hôtesse)	58	68
Jobs4refugees.ch	Jobs4refugees.ch		
Beratungen	Entretiens de conseil	34	20
erfolgreiche Stellenvermittlungen	Offres d'emplois attribuées	15	11
Freiwilligenarbeit	Bénévolat		
KKF-Kurse für Freiwillige (Fundamente u.a.) Teilnehmende	Cours OCA pour bénévoles (Fundamente et autres) Nombre de participants/es	2 53	2 42
Bildungs- und Sensibilisierungsanlässe Teilnehmende	Séances d'information et de sensibilisation Nombre de participants/es	10 195	4 80